

Septembre 2013

# Baromètre bancaire 2013

L'évolution conjoncturelle des banques en Suisse

# Baromètre bancaire 2013

---

Executive summary	3
1 Evolution économique globale	5
1.1 Economie internationale	5
1.2 Suisse	6
2 Marchés financiers	7
2.1 Taux d'intérêt et taux de change	7
2.2 Marchés d'actions	8
3 Résultat des banques	10
3.1 Résultat et bénéfice net en 2012	10
3.2 Evolution en 2013	12
4 Opérations au bilan	13
4.1 Evolution des bilans	13
4.2 Opérations de crédit en Suisse	15
5 Gestion de fortune	18
5.1 Actifs sous gestion en Suisse en 2012	18
5.2 Evolution des actifs sous gestion en 2013	20
6 Emploi dans les banques en Suisse	21
6.1 Evolution de l'emploi en 2012	21
6.2 Enquête sur l'emploi dans les banques en Suisse en 2013	22
Bibliographie	25

# Executive summary

---

En 2012, l'environnement économique des banques en Suisse a été marqué comme en 2011 par l'inquiétude sur les marchés financiers, la retenue des investisseurs et des durcissements en matière réglementaire. Il en est résulté une baisse du résultat des opérations de négoce ainsi que des opérations de commissions et prestations de services. Grâce à la solidité des opérations d'intérêts, le résultat global des banques est resté stable, s'établissant à CHF 59 milliards. Le total consolidé des bilans de toutes les banques en Suisse a perdu 0,5% à CHF 2778,3 milliards. Le volume hypothécaire national s'est inscrit en hausse de 5,8%. Les effectifs au niveau national ont baissé de 2,7% à 105 166 collaborateurs. L'enquête de l'Association suisse des banquiers (ASB) indique un nouveau recul de l'emploi bancaire (-0,7%, soit 654 personnes) au premier semestre 2013, recul qui devrait se poursuivre au second semestre 2013. Cette année encore, la crise de la dette qui persiste dans la zone euro ainsi que le ralentissement de la croissance en Asie ne sont pas sans risques pour l'évolution économique de la Suisse. Le Groupe d'experts de la Confédération prévoit pour 2013 une croissance de 1,4%. La Suisse, portée par sa conjoncture intérieure, tire son épingle du jeu.

## **Stagnation du résultat des banques...**

Comme en 2011, le résultat consolidé<sup>1</sup> des banques en Suisse a stagné en 2012. La hausse du résultat des opérations d'intérêts (+0,5%) et des autres résultats (+1,5%) n'est pas tout à fait parvenue à compenser la baisse des revenus issus des opérations de négoce (-1,2%) ainsi que des opérations de commissions et prestations de services (-1%). Le résultat des opérations de commissions et prestations de services est néanmoins resté la composante majeure du résultat des banques en Suisse, à environ 40%.

## **... total des bilans en baisse...**

Après avoir progressé en 2011 (+2,9%), le total des bilans des banques en Suisse s'est contracté en 2012. Il a perdu 0,5% à CHF 2778,3 milliards au total. Ce sont notamment les banques de gestion de fortune (-8,7%) et les grandes banques (-7%) qui sont à l'origine de ce recul. Tous les autres groupes de banques ont affiché une progression du total de leur bilan. Le nombre d'établissements sur la place bancaire suisse a baissé de quinze en 2012, ce qui le ramène à 297.

## **... et volume de crédit national en hausse en 2012**

Les limites de crédit octroyées ont progressé de 4,7% en 2012 à CHF 1150 milliards, alors que les crédits utilisés s'inscrivaient en hausse de 5,7% à CHF 990,8 milliards. Les limites de crédit n'ont donc été utilisées qu'à 86,2% (créances hypothécaires et autres créances sur la clientèle). Les créances hypothécaires suisses se sont inscrites en hausse de 5,8% et sont restées la composante principale de la demande de crédit nationale à 83,7%. La croissance des crédits a été soutenue tout au long de l'année par le niveau toujours très bas des taux d'intérêt ainsi que par une bonne évolution conjoncturelle. Les banques cantonales ont conservé leur position de premier plan en matière de crédit, avec une part de marché quasiment inchangée de 33,4% (2011: 33,5%).

<sup>1</sup> Le résultat est égal aux produits, déduction faite des charges, dans les quatre domaines d'activité des banques (opérations d'intérêts, opérations de commissions et prestations de services, opérations de négoce et autres résultats ordinaires). Lorsqu'on déduit du résultat les charges de personnel et autres charges d'exploitation, on obtient le bénéfice brut.

<b>Hausse des dépôts de titres en 2012 et arbitrages motivés par les taux d'intérêt</b>	Le contexte boursier largement positif a entraîné une hausse des dépôts de titres, qui ont progressé de 8,8% à CHF 4612 milliards. Comme en 2011, on a observé quelques arbitrages motivés par les taux d'intérêt dans les dépôts fiduciaires des banques et les positions du bilan. Au total, les actifs sous gestion dans des banques en Suisse s'établissaient fin 2012 à CHF 5565 milliards. Cela correspond à une augmentation de CHF 320 milliards par rapport à 2011.
<b>Forte augmentation des dépôts de titres en début d'année 2013</b>	Sur les cinq premiers mois de l'année 2013, les dépôts de titres ont enregistré une progression remarquable de 7,3%. Cette évolution a été alimentée au premier chef par la catégorie des actions (+12,5%) et celle des placements collectifs de capitaux (+8,6%). Les dépôts fiduciaires gérés par des banques sont restés sur la tendance négative des dernières années, mais plus dans les mêmes proportions (-1,6%).
<b>Recul de l'emploi en 2012</b>	Après avoir légèrement augmenté leurs effectifs en 2011 (+0,1%), les banques en Suisse les ont réduits en 2012 (-2,7%). A fin 2012, elles employaient 105 166 collaborateurs au niveau national. La plus forte baisse (-13,3%, soit 641 suppressions de postes) revient aux banquiers privés, ce qui s'explique par la reprise des activités non américaines de la banque Wegelin & Co. Privatbankiers par le Groupe Raiffeisen. Les grandes banques ont réduit leurs effectifs de 423 personnes (-1,1%) et les banques étrangères ont supprimé 880 postes (-4,2%). Seules les banques Raiffeisen ainsi que les banques régionales et les caisses d'épargne ont augmenté leurs effectifs en 2012.
<b>Poursuite de la baisse des effectifs au premier semestre 2013</b>	Selon l'enquête de l'ASB sur l'emploi, les banques en Suisse ont réduit leurs effectifs de 654 postes en équivalents plein temps (-0,7%) au premier semestre 2013. Pour le second semestre aussi, elles tablent sur une légère baisse des effectifs.
<b>Perspectives mitigées pour 2013</b>	Malgré un regain de confiance sur les marchés financiers et une création de valeur accrue dans le secteur bancaire au premier semestre 2013, l'incertitude demeure quant aux perspectives économiques. La pression sur les marges bénéficiaires est aussi appelée à perdurer, en particulier pour les opérations d'intérêts. S'agissant des opérations de commissions et prestations de services, elles devraient bénéficier de la hausse du volume des transactions boursières en Suisse.

# 1 Evolution économique globale

---

En 2012, le taux de croissance de l'économie mondiale s'est établi à 3,1%. Pour l'année en cours, on table sur un chiffre inchangé. La crise de la dette publique restant sans solution, la zone euro est en récession, tandis que les Etats-Unis connaissent depuis deux ans une évolution plus positive. La dynamique s'est ralentie en Chine et au Brésil, mais elle s'est accélérée dans d'autres pays émergents. Au Japon, la politique budgétaire et monétaire expansionniste a produit début 2013 les effets escomptés et fortement dynamisé l'économie du pays. Portée par la conjoncture intérieure, l'économie suisse reste solide, même si elle a enregistré un léger ralentissement au cours des derniers mois.

## 1.1 Economie internationale

### **Légère reprise, incertitudes accrues**

Le Fonds monétaire international (FMI) table pour 2013 sur une croissance économique mondiale de 3,1%, soit un chiffre inchangé par rapport à 2012. En juillet 2013, les prévisions de croissance ont été revues à la baisse pour quasiment tous les Etats. S'agissant des pays en développement et des pays émergents, le FMI anticipe pour l'année en cours une croissance de 5%, contre seulement 1,2% pour les économies développées.

### **Récession persistante dans la zone euro**

La zone euro est en récession depuis 2012. Même si la crise de la dette publique a perdu de son intensité ces derniers mois et si les primes de risque ont baissé, tous les problèmes n'ont pas été résolus. Pour l'année en cours, le FMI table sur une contraction du produit intérieur brut (PIB) de 0,3% (2012: -0,6%). Ce n'est qu'en 2014 que l'on devrait retrouver une timide croissance de 1,1%. En mai 2013, le taux de chômage dans la zone euro se situait à un pic historique de 12,2%.

### **Croissance aux Etats-Unis et au Japon**

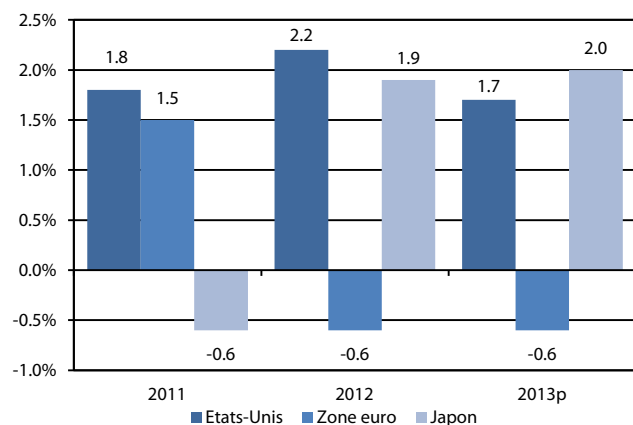
S'agissant des Etats-Unis, on prévoit pour 2013 une croissance économique de 1,7% (2012: 2,2%). A l'heure où la zone euro s'enlise dans les difficultés, l'économie américaine prospère, même si la croissance qu'elle affiche n'est pas suffisamment forte pour faire reculer le taux de chômage élevé. Après un recul en 2011 (-0,6%), l'économie japonaise a renoué avec la croissance en 2012 (1,9%). Pour 2013, le FMI table sur une croissance de 2%, due principalement à l'assouplissement budgétaire et monétaire au Japon.

### **Croissance ralentie en Chine et au Brésil**

Certains pays émergents d'Asie et d'Amérique du Sud, comme la Chine, l'Inde ou le Brésil, ne sont plus les moteurs de l'évolution économique mondiale qu'ils étaient. Depuis quelque temps, la Chine n'affiche plus des taux de croissance à deux chiffres mais, avec une prévision de croissance de 7,8% pour 2013, elle reste une des économies les plus dynamiques au monde. Selon le FMI, la croissance en Inde devrait croître pour s'établir à 5,6% en 2013 et au Brésil, la conjoncture devrait à nouveau légèrement s'améliorer après avoir reculé l'année dernière (2012: 0,9%, 2013: 2,5%). L'économie brésilienne a surtout bénéficié de la hausse des cours des matières premières ces dernières années. Sa production industrielle, en revanche, n'est guère compétitive à l'échelon international.

## 1-1 Evolution du PIB sur les marchés développés

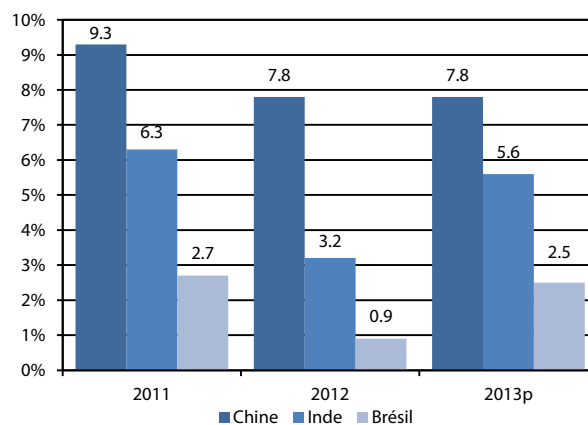
En %



Source: FMI

## 1-2 Evolution du PIB sur les marchés émergents

En %



Source: FMI

### Croissance ralentie du commerce mondial

En 2012, le volume du commerce mondial n'a progressé que de 2%. Ce faible chiffre reflète la lenteur de l'évolution économique internationale et, notamment, la crise dans les pays de la zone euro. L'Organisation mondiale du commerce (OMC) prévoit pour 2013 une progression du commerce mondial de 3,3%.

### Poids des dettes publiques sur la conjoncture

Le taux élevé d'endettement de certains pays de la zone euro ainsi que des Etats-Unis continue de peser sur la conjoncture mondiale. Selon l'office européen des statistiques Eurostat, l'endettement brut de la zone euro devrait s'élever à 90,6% de son PIB.

## 1.2

## Suisse

### Croissance modérée en 2012

Relativement forte en 2011 (+2,2%), la croissance de l'économie suisse s'est établie à 1% en 2012. Selon les prévisions conjoncturelles du Groupe d'experts de la Confédération, le PIB devrait progresser de 1,4% en 2013. Alors que la zone euro est en pleine récession, la Suisse, portée par sa conjoncture intérieure, tire son épingle du jeu.

### Commerce extérieur en hausse malgré une situation conjoncturelle défavorable

Le commerce extérieur suisse s'est lui aussi montré résistant en 2012, en dépit d'une situation économique mondiale difficile. Les exportations ont progressé de 1,4% à CHF 200,6 milliards. Les secteurs de l'horlogerie, de la pharmacie et des produits alimentaires ont été les moteurs de cette évolution, dont les résultats ont été générés hors de l'Europe. Quant aux importations, elles ont également progressé de 1,4% à CHF 176,8 milliards. En 2012, la balance commerciale affiche donc en 2012 un excédent record de CHF 23,8 milliards.

### Timide évolution du marché de l'emploi

La hausse du PIB étant modeste, le marché de l'emploi devra vraisemblablement se contenter d'une timide évolution. La détente sur ce front n'est pas à l'ordre du jour ces prochains mois, d'autant plus que le taux de chômage est déjà faible. Selon les prévisions conjoncturelles du Groupe d'experts de la Confédération, il devrait se stabiliser à 3,3% en 2013 et 2014, un niveau qui reste extrêmement bas par rapport aux pays voisins.

### Excellente santé des finances publiques suisses

Les finances publiques suisses continuent d'afficher une excellente santé. Elles ont dégagé un excédent tant en 2011 (CHF 1,9 milliard) qu'en 2012 (CHF 1,3 milliard), avec un taux d'endettement brut en pourcentage du PIB de seulement 35,3% en 2012. Son endettement public extrêmement réduit permet à la Suisse de conserver sa place dans le cercle restreint des pays notés AAA.

## 2 Marchés financiers

Sur les marchés financiers suisses, l'année écoulée a encore été marquée par un très faible niveau des taux d'intérêt, ainsi que par des rendements extrêmement bas pour les obligations de la Confédération. Ce n'est qu'en 2012 que les interventions monétaires ont eu un impact sur le bilan de la Banque nationale suisse (BNS): cette dernière a acheté des devises pour un contreva-leur de CHF 188 milliards. Au premier trimestre 2013, elle a réalisé sur ses stocks de devises un bénéfice de CHF 11,2 milliards. Par ailleurs, les marchés d'actions ont enregistré une évolution positive en 2012, notamment en Asie où leur performance a été forte. Cette tendance s'est éten-due de plus en plus aux marchés développés en début d'année 2013, de sorte que divers indices sur actions ont atteint des niveaux record.

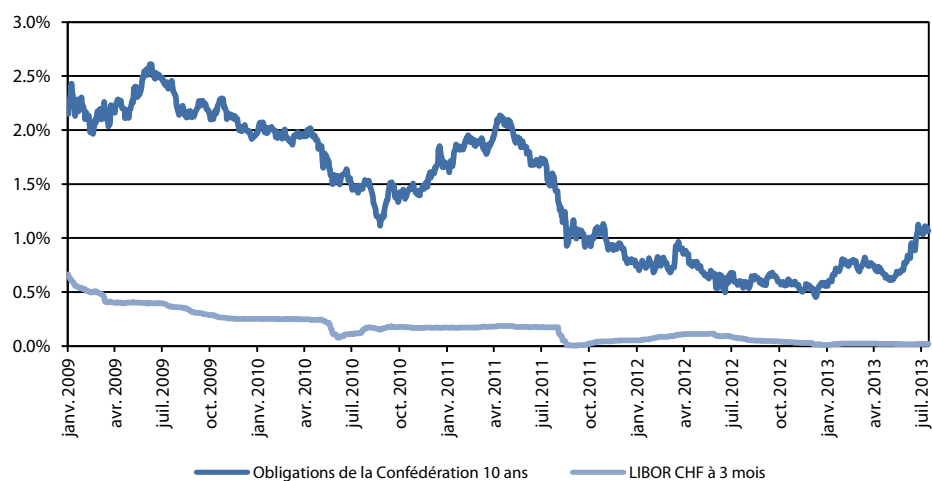
### 2.1 Taux d'intérêt et taux de change

#### Faiblesse persistante des taux d'intérêt, remontée du rendement des obligations de la Confédération

Depuis plus de cinq ans, les taux d'intérêt se situent à un niveau exceptionnellement bas en Suisse. La BNS les a abaissés pour la dernière fois en août 2011. Depuis la mi-janvier 2013, le London Interbank Offered Rate (LIBOR) évolue aux alentours de 0,02%, soit au-dessus de son plus bas de 0,01%. Par rapport à d'autres pays, la Suisse conserve une cour-be des taux très plate: les marchés financiers tablent donc sur une hausse moins rapide des taux en Suisse que dans d'autres pays.

Les obligations de la Confédération à dix ans ont dégagé en 2012 un rendement très faible de 0,65%. Au deuxième trimestre 2013, une légère remontée a permis d'atteindre 1,1% en juillet grâce à l'évolution positive enregistrée sur les marchés financiers.

2-1 Rendement des obligations de la Confédération et LIBOR CHF à trois mois



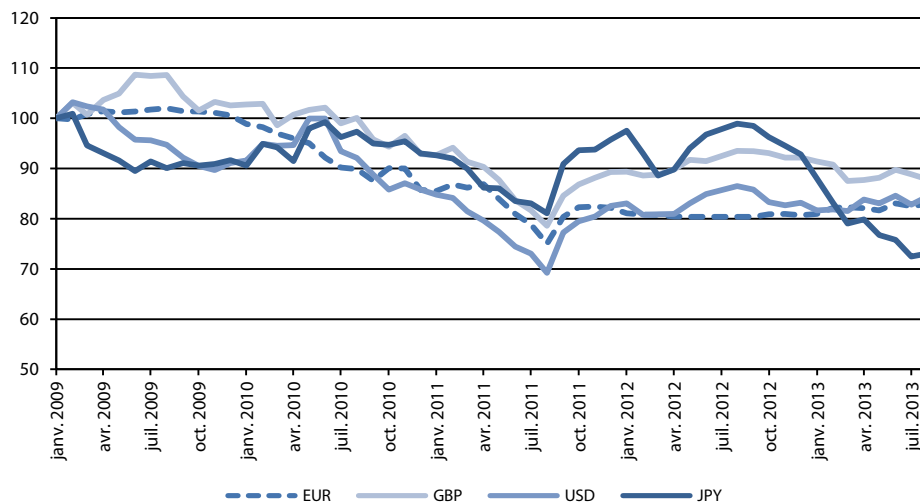
Source: BNS

## Légère dépréciation réelle du franc suisse

Grâce à l'instauration d'une parité plancher EUR/CHF en septembre 2011, on est parvenu à stabiliser le taux de change réel du franc suisse (pondéré des échanges commerciaux) par rapport aux quarante principaux partenaires commerciaux. En 2012, le franc s'est déprécié de 1,2%.

### 2-2 Evolutions des taux de change par rapport au CHF

Indexé, janvier 2009 = 100



Source: BNS

## Hausse des réserves de devises de la BNS en 2012 et 2013

En 2011, le taux de change plancher de 1,20 EUR/CHF fixé par la BNS n'avait pas encore eu d'effets notables sur le bilan de la BNS. Ce n'est qu'en 2012 que cette dernière a dû intervenir sur les marchés des devises pour maintenir cette parité. A cet effet, elle a acheté des devises pour une contrevaletur de CHF 188 milliards. Il en est résulté une hausse des réserves de devises qui, à fin mai 2013, s'établissaient à CHF 448,3 milliards. Elles sont composées de placements en euros à hauteur de 47,5%, de dollars américains à hauteur de 27,2% et de yens japonais à hauteur de 8,6%. Sur les trois dernières années, la part de l'euro dans les réserves de devises s'est fortement réduite (mai 2010: 64,5%). Les emprunts d'Etat représentent 78% et les actions 15% des réserves de devises. 76% de ces emprunts bénéficient d'une note AAA. Au premier trimestre 2013, la BNS a réalisé sur ses stocks de devises un bénéfice de CHF 5,8 milliards.

## Taux de change d'équilibre en baisse en Suisse en raison d'une inflation plus faible

En raison notamment de l'évolution contrastée du niveau des prix, le taux de change EUR/CHF à parité de pouvoir d'achat (taux de change dit «d'équilibre») baisse en direction du taux de change réel. Il en résulte que la surévaluation du franc suisse a légèrement régressé, ce qui devrait réduire ces prochains temps la pression sur le taux de change plancher fixé par la BNS. Que ce soit dans la zone euro ou en Suisse, on n'anticipe pas de relèvement des taux d'intérêt par les banques centrales ces prochains mois.

## 2.2

### Marchés d'actions

## Evolution positive en 2012 après une année 2011 difficile

Après une année 2011 le plus souvent négative, les cours de Bourse ont évolué positivement en 2012. Les marchés d'actions asiatiques, notamment, ont affiché une forte performance (MSCI ASIA ex JP: +18,6%, NIKKEI: +22,9%). Un des moteurs de cette expansion a été la déclaration faite en milieu d'année 2012 par le Président de la Banque centrale européenne, Mario Draghi, selon laquelle on procéderait au besoin à des rachats illimités d'emprunts des Etats en difficulté.



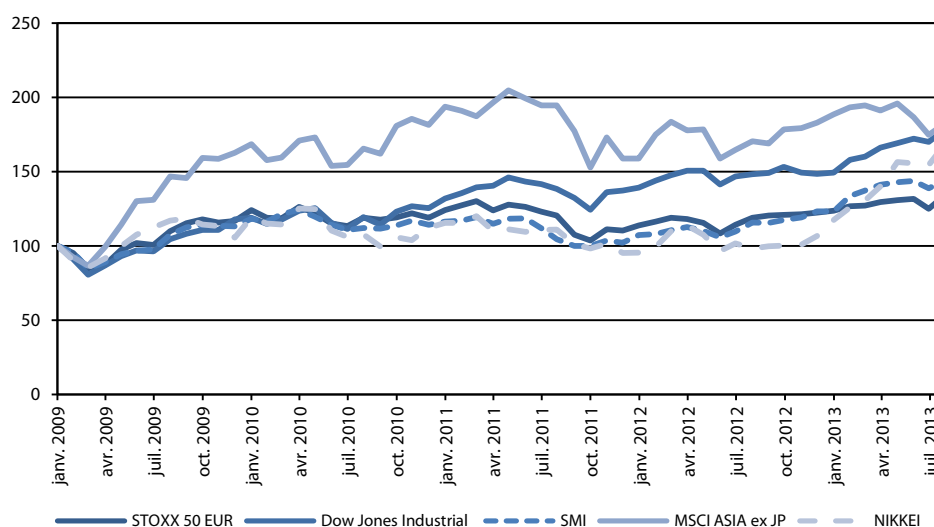
## Les métaux précieux toujours très demandés

Malgré une reprise sur les marchés d'actions, la demande de métaux précieux à des fins de placement s'est inscrite en hausse. En conséquence, le cours de l'or a progressé de 5,6% en 2012, et celui de l'argent de 6,3% (en USD/once). On est toutefois resté en-deçà des fortes hausses des cours observées l'année précédente et, au premier semestre 2013, les cours des métaux précieux ont enregistré de forts replis: -26,9% pour l'or, et même -37% pour l'argent.

En Suisse, la progression du Swiss Market Index (SMI), à 14,9% en 2012, s'est inscrite en hausse par rapport à celle du Swiss Performance Index (SPI), qui intègre davantage d'entreprises, à 13,8%. L'indice européen des valeurs phares STOXX 50 EUR s'est inscrit quant à lui en hausse de 8,8% en 2012. Enfin, le Dow Jones Industrial et le S&P 500 ont gagné respectivement 7,3% et 13,4%.

### 2-3 Quelques indices boursiers

Indexé, 1er janvier 2009 = 100



Source: BNS, Datastream

### Evolution extrêmement positive au premier semestre 2013

Au premier semestre 2013, la plupart des indices sur actions sont remontés en flèche et ont atteint, voire dépassé, les pics de 2007. L'indice japonais NIKKEI, en hausse de 31,6%, a fait la course en tête, grâce notamment à la politique budgétaire et monétaire expansionniste («Abenomics») initiée au Japon en décembre 2012. Les indices américains Dow Jones Industrial (+13,8%) et S&P 500 (+12,6%) ont pris les deuxième et troisième places. En comparaison, l'indice européen des valeurs phares STOXX 50 EUR n'a gagné qu'un modeste 1%. L'indice suisse SMI n'a pas démérité en affichant une belle performance de 12,6%. Seul le MSCI ASIA ex Japan s'est replié de 7,3%.

# 3 Résultat des banques

---

Comme en 2011, le résultat consolidé des banques en Suisse a stagné en 2012. Il s'est établi à CHF 59 milliards, affichant un léger recul de 0,2%. La hausse du résultat des opérations d'intérêts (+0,5%) et des autres résultats (+1,5%) n'est pas tout à fait parvenue à compenser la baisse des revenus issus des opérations de négoce (-1,2%) ainsi que des opérations de commissions et prestations de services (-1%). Le résultat des opérations de commissions et prestations de services est resté la composante majeure du résultat des banques en Suisse, à environ 40%. Le bénéfice net s'est inscrit en baisse à CHF 186,1 millions. En 2012, les banques en Suisse ont versé des impôts sur le bénéfice à hauteur de CHF 1,54 milliard, un montant en légère hausse par rapport à 2011.

## 3.1 Résultat et bénéfice net en 2012

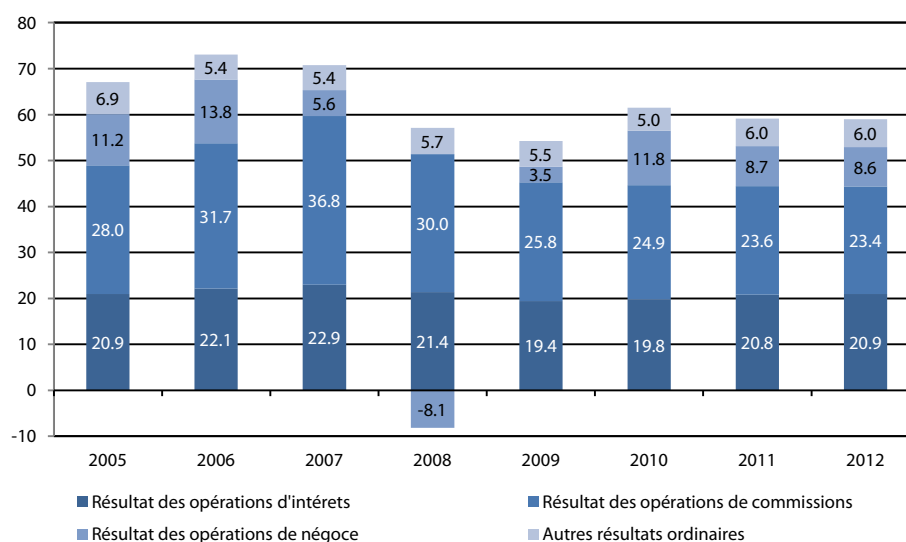
### **Baisse du résultat des banques**

Après deux années de croissance positive (2009: +10,8%, 2010: +13,3%), le résultat consolidé<sup>2</sup> des banques en Suisse a stagné en 2012 comme en 2011. Il s'est établi à CHF 59 milliards (-0,2%). Ce léger recul s'explique par le résultat des opérations de négoce et celui des opérations de commissions et prestations de services, tous deux en baisse. En revanche, le résultat des opérations d'intérêts ainsi que les autres résultats ordinaires ont progressé respectivement de 0,5% et 1,5%. S'agissant notamment des grandes banques, ces chiffres ne coïncident pas avec ceux des rapports d'activité publiés, qui portent sur l'ensemble du groupe et pas seulement sur les opérations en Suisse.

<sup>2</sup> Sur la base des données publiées dans les comptes individuels statutaires des banques (maisons mères). Les comptes individuels statutaires intègrent les opérations des sièges situés en Suisse ainsi que des filiales suisses et étrangères juridiquement non indépendantes. Dans les comptes de résultat des grandes banques notamment, les chiffres individuels peuvent différer notablement des chiffres consolidés. Chacune des deux grandes banques a réalisé au premier semestre 2013, au niveau du groupe, un bénéfice d'environ CHF 3 milliards.

### 3-1 Résultat par domaines d'activité

En milliards de CHF



Source: BNS

#### Légère baisse du résultat des opérations de commissions et prestations de services

L'activité de négoce des clients a été moindre en 2012, de sorte que les recettes sur titres à la Bourse suisse ont diminué de 13,3%. Pour les banques en Suisse, cela s'est traduit par une légère baisse du résultat des opérations de commissions et prestations de services, à CHF 23,4 milliards (-1%). Les revenus issus de la sous-catégorie Opérations sur titres et opérations de placement se sont même inscrits en recul de 4,1%. En revanche, les produits des commissions issues des opérations de crédit (+13,8%) et des autres prestations de services (+2,5%) ont progressé. Les opérations de commissions et prestations de services ont dégagé un résultat en baisse par rapport à 2011 pour les banquiers privés (-9%), les banques cantonales (-2%) et les autres banques<sup>3</sup> (-11,7%). Elles sont néanmoins restées la composante majeure du résultat des banques en Suisse, à environ 40%.

#### Nouvelle hausse du résultat des opérations d'intérêts

Après s'être inscrit en hausse en 2011 (+5,4%), le résultat des opérations d'intérêts a encore progressé de 0,5% en 2012, à CHF 20,9 milliards. Les charges d'intérêts ont baissé de 8,7% à CHF 23,7 milliards, et les produits d'intérêts de 4,6% à CHF 44,6 millions. Le recul des produits ayant été moins marqué que celui des charges, le résultat des opérations d'intérêts s'est globalement inscrit en hausse en 2012. Si la plupart des groupes de banques avaient enregistré une hausse des opérations d'intérêts en 2011, seules les grandes banques (+3,1%), les banques étrangères (+2,5%) et les banques cantonales (+0,5%) sont restées sur cette lancée en 2012. Les opérations d'intérêts génèrent 35,5% des revenus de banques en Suisse et restent ainsi leur deuxième source de revenus.

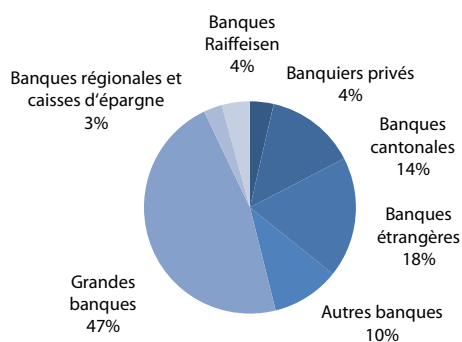
#### Nouvelle baisse du résultat des opérations de négoce en 2012

Comme en 2011, le résultat des opérations de négoce a diminué en 2012 (-1,2%) pour s'établir à CHF 8,6 milliards. Ce recul résulte principalement de la baisse du résultat des opérations de négoce enregistrée par les banquiers privés (-14,4%), les grandes banques (-1,7%) et les banques étrangères (-0,7%). Le groupe «Banques régionales et caisses d'épargne» (+21,3%), les banques Raiffeisen (+8,7%) et les banques cantonales (+4,3%) ont en revanche vu leur résultat progresser. Les opérations de négoce génèrent 14,5% du résultat des banques en Suisse.

<sup>3</sup> Comptent parmi les «autres banques» les banques commerciales, les banques de gestion de fortune, les banques spécialisées dans les petits crédits et les autres banques. Les «autres banques» ne peuvent être classifiées dans aucun des autres groupes. Elles ne présentent pas de caractéristiques communes notables.

## Contribution inchangée des groupes de banques au résultat

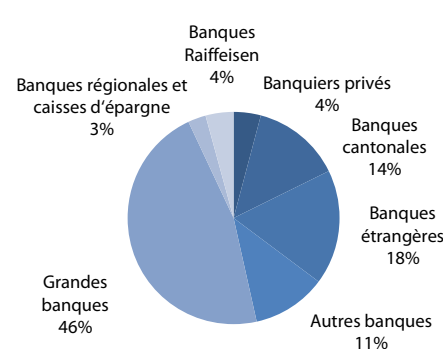
### 3-2 Résultat par groupes de banques en 2012



\*y compris filiales de banques étrangères

Source: BNS

### 3-3 Résultat par groupes de banques en 2011



\* y compris filiales de banques étrangères

Source: BNS

## Impôts sur le bénéfice toujours élevés à CHF 1,54 milliard

Le bénéfice brut généré par l'activité des banques en Suisse s'est établi en 2012 à CHF 17,4 milliards (2011: CHF 18,7 milliards). Un montant de CHF 1,54 milliard d'impôts sur le bénéfice et le capital, en légère augmentation par rapport à 2011 (CHF 1,46 milliard), a été versé aux caisses de l'Etat.

La concomitance d'une baisse des bénéfices annuels et d'une hausse des pertes annuelles des banques en Suisse a entraîné un recul du bénéfice net consolidé, qui s'est établi en 2012 à CHF 186,1 millions (2011: CHF 13 milliards). Au total, 254 banques ont affiché un bénéfice annuel et 43 une perte annuelle. Le recul du bénéfice net consolidé résulte notamment des réserves pour litiges constituées par les grandes banques, des circonstances réglementaires et autres, des fortes dépréciations du goodwill et d'autres actifs non financiers ainsi que des charges exceptionnelles liées aux nouveaux principes comptables applicables aux institutions de prévoyance.

## Des écarts dus à l'application de principes comptables différents

Il convient de noter que ces données concernent les maisons mères des banques: contrairement aux comptes consolidés, elles n'intègrent pas les filiales juridiquement indépendantes situées en Suisse et à l'étranger. Par ailleurs, les comptes individuels statutaires des maisons mères suisses sont soumis aux normes suisses d'établissement des comptes (Circ.-FINMA 2008/2), tandis que les grandes banques appliquent au niveau du groupe les normes internationales IFRS ou les US GAAP. Les différences au niveau des structures (maison mère/groupe) et des prescriptions comptables peuvent entraîner des écarts considérables en termes de comptabilisation et d'évaluation des opérations, et donc aussi en termes de résultat.

## 3.2

### Evolution en 2013

#### Incertitude persistante malgré la reprise des marchés financiers

La crise financière et la crise de la dette persistantes en Europe ont aussi des répercussions en Suisse, mais sous une forme atténuée. Les moteurs de l'évolution sont la solide conjoncture intérieure et les exportations, lesquelles pâtissent des difficultés conjoncturelles que traversent des partenaires commerciaux importants. Malgré un bref regain de confiance sur les marchés financiers et une création de valeur accrue dans le secteur bancaire au premier semestre 2013, l'incertitude demeure quant aux perspectives économiques. La pression sur les marges bénéficiaires est aussi appelée à perdurer, en particulier pour les opérations d'intérêts.

#### Activité de négoce en hausse à la Bourse

Au premier semestre 2013, les investisseurs ont repris confiance dans la Bourse. Le volume des transactions boursières en Suisse s'est inscrit en hausse de 31% sur les six premiers mois de l'année par rapport au dernier semestre 2012. Les principaux bénéficiaires au premier semestre 2013 en ont été les actions (+42,9%) et les fonds de placement (+30,9%).

# 4 Opérations au bilan

Le total des bilans des banques en Suisse, qui avait progressé de 2,9% en 2011, s'est inscrit en légère baisse en 2012. Le total consolidé des bilans a reculé de 0,5% à CHF 2778,3 milliards. Les banques de gestion de fortune ainsi que les grandes banques ont été particulièrement touchées, avec un total des bilans en recul de respectivement 8,7% et 7%. Tous les autres groupes de banques ont affiché une progression du total de leur bilan. Cette légère contraction globale s'explique au premier chef par la baisse des créances sur les banques (-17,1%), des créances résultant de papiers monétaires (-28,9%) et des portefeuilles de titres et stocks de métaux précieux destinés au négoce (-7,1%). S'agissant en revanche des créances hypothécaires qui, à 30,5%, constituent la plus grande partie du total consolidé des bilans, elles ont maintenu la forte croissance (+4,8%) observée ces dernières années.

## 4.1 Evolution des bilans

### Léger recul du total consolidé des bilans

Après s'être inscrit en hausse en 2010 (+1,7%) et 2011 (+2,9%), le total des bilans de toutes les banques en Suisse a légèrement régressé en 2012 (-0,5%). Il a perdu CHF 14,7 milliards à CHF 2778,3 milliards. La plus forte baisse a été le fait des grandes banques, dont le total des bilans s'est contracté par rapport à 2011 de CHF 101,9 milliards à CHF 1364,8 milliards (-7%) en raison notamment de la réduction des activités internationales. La plupart des autres groupes de banques ont affiché une progression du total de leurs bilans, avec en tête les banques cantonales (+7,3%) et les banques étrangères (+12%). Le nombre d'établissements sur la place bancaire suisse a baissé de quinze en 2012, ce qui le ramène à 297.<sup>4</sup>

### 4-1 Total des bilans par groupes de banques

	Nombre d'établissements		Total des bilans (en milliards de CHF)		Evolution du total des bilans	
	2012	2011	2012	2011	2012	2011
Banques cantonales	24	24	482,3	449,4	7,3%	6,6%
Grandes banques	2	2	1346,8	1466,7	-7%	-1%
Banques régionales et caisses d'épargne	66	66	104,3	101,1	3,2%	5,3%
Banques Raiffeisen	1	1	164,7	155,9	5,6%	5,9%
Autres banques <sup>5</sup>	60	58	194,5	203	-4,2%	10,2%
dont banques des gestions de fortune	47	46	125,3	137,3	-8,7%	11,6%
Banques étrangères	131	148	406	362,5	12	7,4%
Banques privées	13	13	61,8	54,4	13,5%	18,8%
<b>Total</b>	<b>297</b>	<b>312</b>	<b>2778,3</b>	<b>2793</b>	<b>-0,5%</b>	<b>2,9%</b>

Source: BNS

<sup>4</sup> Cinq banques ont été rachetées par d'autres, six ont été liquidées et une a perdu le statut bancaire. Une banque a fait l'objet d'une procédure de faillite et quatre banques étrangères ont fermé leurs filiales en Suisse. Deux banques ont acquis le statut bancaire.

<sup>5</sup> Comptent parmi les «autres banques» les banques commerciales, les banques de gestion de fortune, les banques spécialisées dans les petits crédits et les autres banques. Les «autres banques» ne peuvent être classifiées dans aucun des autres groupes. Elles ne présentent pas de caractéristiques communes notables.

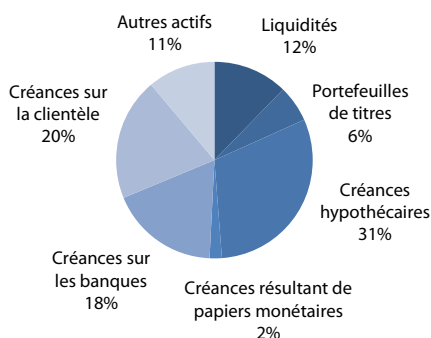
**Actifs: nouvelle hausse des liquidités et des créances hypothécaires, fort recul des créances résultant de papiers monétaires et des créances sur les banques**

Les créances sur les banques, notamment sur les banques étrangères, ont fortement diminué en 2012, perdant au total CHF 102,5 milliards à CHF 498,3 milliards. Comme en 2011 déjà, les créances résultant de papiers monétaires ont elles aussi enregistré un recul important à CHF 55,5 milliards (-28,9%). Deux raisons à cela: d'une part, le volume de papiers d'émetteurs suisses et étrangers détenus par les banques a baissé en 2012 et, d'autre part, les derniers bons de la BNS<sup>6</sup> sont arrivés à échéance. Les créances hypothécaires ont augmenté de 4,8% à CHF 847,9 milliards. Avec une part de 30,5% dans le total des bilans, les crédits hypothécaires sont ainsi restés la position active la plus importante des banques en Suisse. Les liquidités se sont inscrites en forte hausse (2012: +31,6%, 2011: +144%), ce qui résulte des mesures prises par la BNS pour accroître la liquidité sur le marché monétaire dans le cadre de la lutte contre l'appréciation du franc.

**Passifs: hausse des actifs de la clientèle**

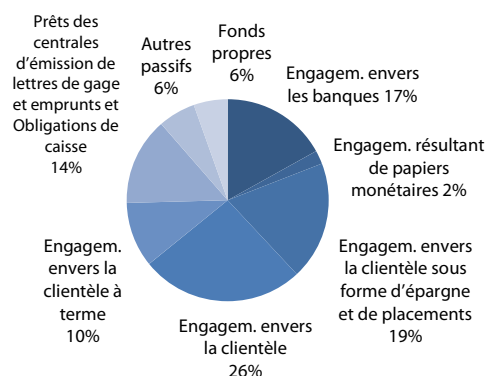
Comme les années précédentes, les actifs de la clientèle se sont inscrits en hausse (+4,1%), ce qui reflète notamment une intensification de l'octroi de crédit par les banques (voir chapitre 4.2). Les engagements sous forme d'épargne et de placements ont augmenté de 7,8%, et les autres engagements à vue envers la clientèle de 13,4%. Les dépôts à terme et les obligations de caisse, en revanche, ont baissé (respectivement -14,1% et -12,1%). Des arbitrages motivés par les taux d'intérêt sont à l'origine de cette évolution, comme cela avait déjà été le cas précédemment. Le nouveau recul des engagements envers les banques en Suisse et à l'étranger (-2,1% à CHF 470,4 milliards) prolonge la tendance des années précédentes.

4-2 Composition des actifs en 2012



Source: BNS

4-3 Composition des passifs en 2012



Source: BNS

**Hausse des actifs en compte de virement auprès de la BNS, exposition toujours réduite aux PIIGS**

Dans le sillage des mesures contre l'appréciation du franc, les actifs en compte de virement auprès de la BNS ont été portés dans un premier temps de CHF 30 milliards à CHF 80 milliards en août 2011, puis progressivement à CHF 200 milliards dans le courant du même mois. A fin 2012, ils s'établissaient à CHF 293,8 milliards. Les créances des banques en Suisse sur des débiteurs privés et publics domiciliés dans les PIIGS<sup>7</sup> demeurent réduites, puisqu'elles représentent toujours 1,8% des créances sur l'ensemble des débiteurs étrangers.<sup>8</sup>

<sup>6</sup> Propres obligations de la BNS servant d'une part à absorber les liquidités injectées dans le système après la crise financière, et d'autre part à permettre un pilotage plus souple des liquidités sur le marché monétaire.

<sup>7</sup> On entend par «PIIGS» le Portugal, l'Italie, l'Irlande, la Grèce et l'Espagne.

<sup>8</sup> La Banque des règlements internationaux (BRI) a publié pour 2012 le chiffre de USD 48,7 milliards, soit un montant nettement supérieur à celui de la BNS. Cela s'explique en particulier par la distinction entre «banques en Suisse» et «banques suisses». Les statistiques de la BNS ne prennent en compte que les «banques en Suisse».

## 4.2

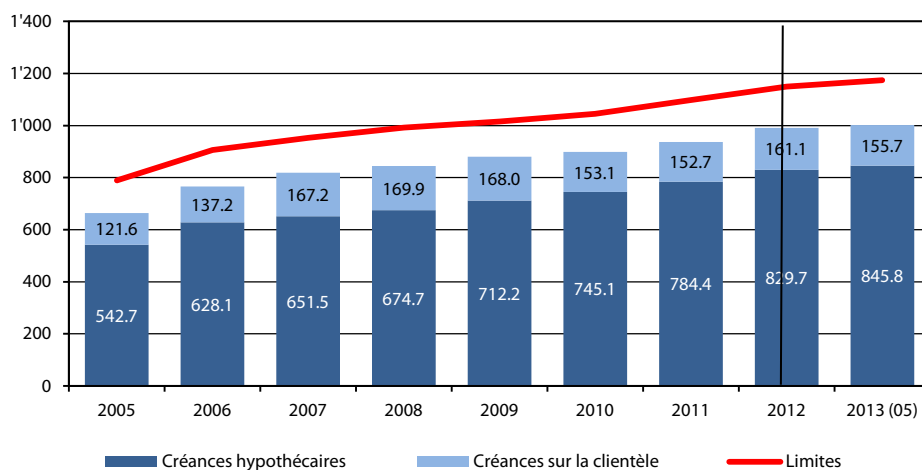
## Opérations de crédit en Suisse

### Croissance des crédits utilisés

Les opérations de crédit des banques sont particulièrement importantes pour le développement économique de la Suisse. Les limites de crédit octroyées en 2012 se sont inscrites en hausse de 4,7% (CHF 1150 milliards). Les crédits utilisés ont augmenté de 5,7% à CHF 990,8 milliards. En 2012, les limites de crédit n'ont donc été utilisées qu'à 86,2%.

### 4-4 Evolution des limites de crédit octroyées et des crédits utilisés en Suisse

En milliards de CHF



Source: BNS

### Volume hypothécaire toujours en hausse

Les créances hypothécaires suisses, qui ont progressé de 5,8% en 2012<sup>9</sup>, sont restées la composante principale de la demande de crédit nationale à 83,7%. Les entreprises (+6,1%) et le secteur public (+9,1%), notamment, ont enregistré une forte croissance. Les ménages, avec plus de 75% des encours et une demande de crédit en hausse de 5,6%, restent les plus gros emprunteurs hypothécaires. Cette augmentation des créances hypothécaires a été soutenue par le niveau toujours très bas des taux d'intérêt en 2012, ainsi que par la bonne évolution conjoncturelle.

### Nouvelles exigences minimales pour les financements hypothécaires

S'il y a bien quelques zones de tension ponctuelles, on n'observe pas de surchauffe généralisée sur le marché immobilier suisse. Toutefois, afin de prévenir d'éventuelles tendances en ce sens, l'ASB a édicté au 1<sup>er</sup> juillet 2012 une autoréglementation relative aux exigences minimales pour les financements hypothécaires. Les banques ont ainsi souligné leur volonté de contribuer efficacement à la prévention des crises. Cette autoréglementation impose à l'emprunteur hypothécaire d'apporter une part minimale de 10% de fonds propres sur la valeur de nantissement. Ces fonds propres ne doivent pas provenir de l'avoir du 2<sup>e</sup> pilier. En outre, la dette hypothécaire doit être ramenée aux deux tiers de la valeur de nantissement en l'espace de vingt ans maximum. Le Conseil fédéral a décidé d'accepter cette autoréglementation des banques et la FINMA l'a reconnue. Les directives correspondantes sont entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2012.

### Activation du volant de fonds propres anticyclique

Le Conseil fédéral n'a toutefois pas voulu attendre que les effets des mesures prises par les banques sur le front de la demande se manifestent. A la demande de la BNS, il a activé le

<sup>9</sup> Ces chiffres proviennent du «Bulletin mensuel de statistiques économiques» de la BNS et ne correspondent pas à une enquête exhaustive. Dans la publication «Les banques suisses», un taux de croissance de 4,6% est indiqué dans le cadre d'une enquête exhaustive.

volant de fonds propres anticyclique le 13 février 2013. A compter du 30 septembre 2013, les banques doivent donc détenir des fonds propres supplémentaires pour les hypothèques sur l'immobilier résidentiel et renforcer leur coussin de sécurité pour ces crédits.

**Préférence pour les hypothèques à taux fixe au détriment de celles à taux variable**

A fin 2012, 91,2% des créances hypothécaires suisses appartenait à la première catégorie de nantissement<sup>10</sup>, 6,5% à la deuxième et 2,3% à la troisième. La préférence accordée aux hypothèques à taux fixe au détriment de celles à taux variable a perduré en 2012. Globalement, à fin 2012, 85,2% du volume hypothécaire suisse était à taux fixe (1996: 42,7%). Au premier semestre 2013, selon des informations de Comparis, cette tendance s'est inversée et la part des hypothèques à taux fixe a reculé.<sup>11</sup>

**Demande croissante de crédits bancaires de la part des ménages comme des entreprises**

La demande consolidée de crédits bancaires a enregistré une progression plus rapide en 2012 (+5,8%) qu'en 2011 (+4,3%). Contrairement à ce que l'on avait observé en 2011, la croissance du crédit des ménages est à mettre exclusivement sur le compte des crédits hypothécaires. Les autres créances se sont inscrites en recul de 1,6% (2011: +11,3%). Les entreprises ont été les plus gros demandeurs de crédits (hors hypothèques) à 64,9% et, pour la première fois depuis deux ans, leurs encours se sont à nouveau inscrits en hausse (+8,7%, 2011: -2,8%, 2010: -13,7%).

**4-5 Volume de crédit national par secteur\***

En millions de CHF

	Hypothèques		Créances envers la clientèle		Total des crédits	
	Fin 2012	Variation par rapport à	Fin 2012	Variation par rapport à	Fin 2012	Variation par rapport à
Ménages	629'532	5,6%	33'768	-1,6%	663'300	5,2%
Quote-part en 2012	75,9%		21,0%		67,0%	
Entreprises	181'737	6,1%	104'459	8,7%	286'195	7,0%
Quote-part en 2012	21,9%		64,9%		28,9%	
Secteur public	18'428	9,1%	22'665	3,0%	41'091	5,6%
Quote part en 2012	2,2%		14,1%		4,1%	
<b>Total</b>	<b>829'697</b>	<b>5,8%</b>	<b>160'892</b>	<b>5,5%</b>	<b>990'586</b>	<b>5,8%</b>

\* Crédits utilisés selon la statistique sur l'encours des crédits

Source: BNS

**Les PME, premiers emprunteurs**

A fin 2012, 90,5% de l'encours des crédits aux entreprises avait été emprunté par des petites et moyennes entreprises (PME), contre seulement 86,8% en 2004. Par rapport à 2011, la demande de crédit des PME s'est accrue de 6,8%, et celle des grandes entreprises, plus dynamique encore, de 10,8%.

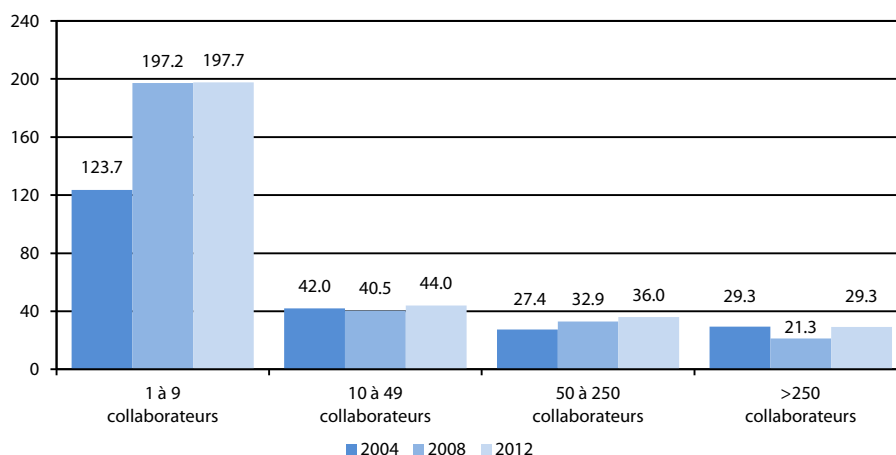
<sup>10</sup> Les créances hypothécaires sont classées par catégories de nantissement, en fonction de certains seuils définis au regard du pourcentage de la valeur vénale du gage qu'elles représentent (p. ex. en matière immobilière, les créances jusqu'à 2/3 de la valeur vénale font partie de la première catégorie, celles entre 2/3 et 80% de la deuxième catégorie, et celles au-delà de 80% de la troisième catégorie). De manière générale, plus on s'éloigne de la première catégorie, plus les risques de marché augmentent.

<sup>11</sup> Baromètre des hypothèques de Comparis, 2<sup>e</sup> trimestre 2013



#### 4-6 Volume de crédit selon la taille des entreprises

En milliards de CHF



Remarque: Y compris crédits à des structures de financement et de gestion de fortune (p. ex. trusts ou fondations). S'agissant des crédits aux entreprises de 1 à 9 collaborateurs, des reclassifications ont entraîné une rupture séquentielle entre 2006 et 2010.

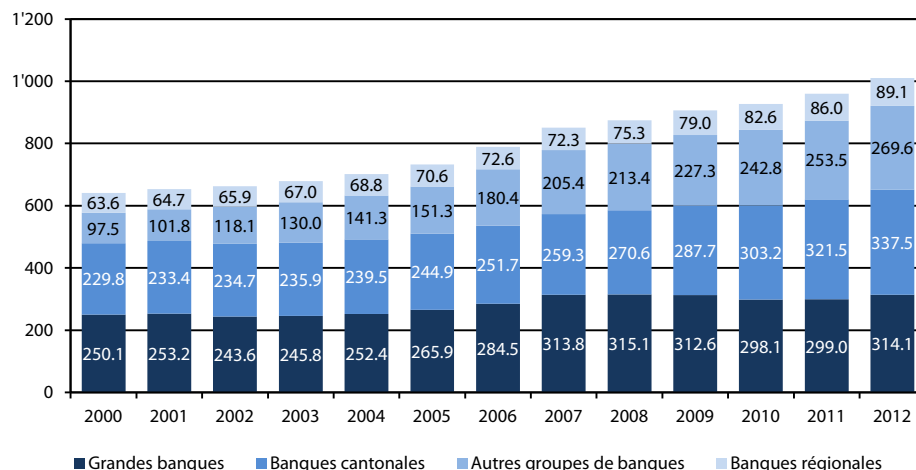
Source: BNS

#### Hausse du volume de crédit chez tous les prêteurs

En 2012, le volume de crédit s'est inscrit en hausse chez tous les prêteurs (total +5,3%). Les banques cantonales conservent leur position de leader en matière de crédit, avec une part de marché quasiment inchangée de 33,4% (2011: 33,5%). Après une croissance minimale en 2011 (+0,3%), le volume de crédit des grandes banques a enregistré une forte hausse (+5%). Les grandes banques détiennent ainsi la deuxième part de marché par ordre d'importance, à 31,1%.

#### 4-7 Evolution des crédits en Suisse par groupes de banques

En milliards de CHF



Source: BNS

#### Légère hausse du volume de crédit sur les cinq premiers mois de 2013

La faiblesse des taux d'intérêt s'est à nouveau traduite par une forte croissance du crédit. On a observé sur les cinq premiers mois de 2013 une évolution légèrement positive du volume de crédit national, avec une hausse de 2,1% par rapport à décembre 2012 (même période en 2011: +1,5%). En mai 2013, les limites de crédit étaient utilisées à hauteur de CHF 1001,6 milliards, soit 85,3% (décembre 2012: 86,2%). Entre décembre 2011 et mai 2013, les créances hypothécaires ont augmenté de 1,9% et les créances sur la clientèle ont baissé de 3,3%.

# 5 Gestion de fortune

---

Après une baisse en 2010 et 2011, le montant des portefeuilles de titres détenus en dépôt pour le compte de clients a enregistré en 2012 une hausse de 8,8%, à CHF 4612 milliards. Cette évolution est due en premier lieu au contexte boursier largement positif. Les engagements envers la clientèle sous forme d'épargne et de placements se sont accrus, passant de CHF 488,5 milliards à CHF 526,5 milliards. Les dépôts fiduciaires en revanche sont restés sur la pente descendante amorcée au cours des années précédentes en raison du niveau toujours très bas des taux d'intérêt: à fin 2012, ils s'élevaient à CHF 137,7 milliards. Des arbitrages motivés par les taux d'intérêt ont réduit les dépôts à terme, qui sont passés de CHF 336,6 milliards à CHF 289,1 milliards. Au total, les actifs sous gestion dans des banques en Suisse s'établissaient fin 2012 à CHF 5565 milliards. Cela correspond à une augmentation de CHF 320 milliards par rapport à 2011.

## 5.1 Actifs sous gestion en Suisse en 2012

### Définition des «actifs sous gestion»

Selon la FINMA, font partie des actifs sous gestion les portefeuilles de titres détenus en dépôt pour le compte de clients, mais aussi d'autres positions. Aux termes d'une circulaire de la FINMA<sup>12</sup>, les actifs sous gestion ou actifs administrés englobent toutes les valeurs de placement pour lesquelles des prestations de service portant sur des conseils en placements et/ou sur la gestion de fortune sont fournies. Font donc partie des actifs sous gestion les positions suivantes: portefeuilles de titres détenus en dépôt pour le compte de clients, placements fiduciaires, engagements envers la clientèle sous forme d'épargne et de placements et engagements à terme envers la clientèle.<sup>13</sup>

### Augmentation de 6,1% des actifs sous gestion

Au total, les actifs sous gestion dans des banques en Suisse s'établissaient fin 2012 à CHF 5565 milliards. Cela correspond à une augmentation de CHF 320 milliards par rapport à 2011, due principalement à la hausse des dépôts de titres ainsi que des engagements sur la clientèle sous forme d'épargne et de placements. En revanche, les placements fiduciaires et les engagements à terme sur la clientèle se sont inscrits en baisse.

Après un recul en 2010 et 2011, les dépôts de titres se sont accrus de 8,8% pour s'établir à CHF 4612 milliards, en raison notamment de la remontée des cours de Bourse en 2012.

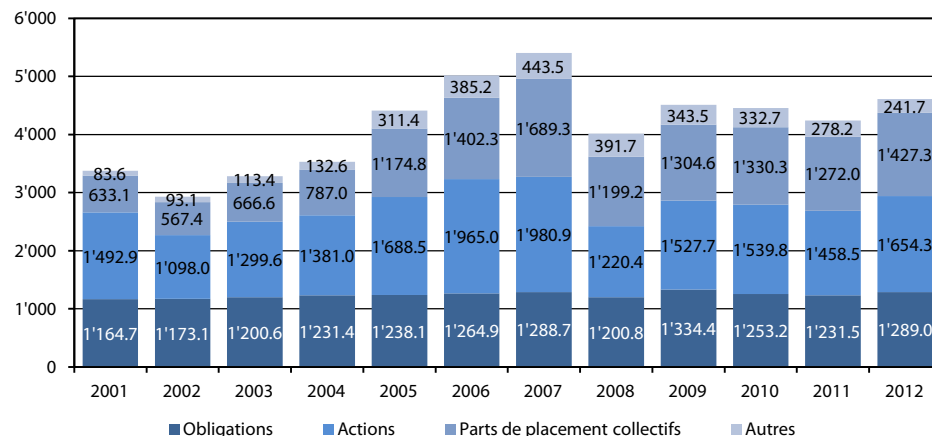
<sup>12</sup> Cf. Circ.-FINMA 2008/2 «Comptabilité - banques».

<sup>13</sup> Le périmètre déterminant pour la statistique de la BNS concernant les dépôts de titres et les placements fiduciaires englobe les filiales des banques en Suisse, mais pas les succursales étrangères. Les données consolidées sont donc représentatives de la place financière suisse au sens strict. Cela ne vaut pas pour les dépôts de la clientèle inscrits au bilan, pour lesquels les succursales étrangères sont prises en compte. Il n'est cependant pas tenu compte de cette différence dans le calcul.

**Montant des portefeuilles de titres détenus en dépôt pour le compte de clients: CHF 4612 milliards**

**5-1 Portefeuilles de titres détenus en dépôt pour le compte de clients par types**

En milliards de CHF



Source: BNS

**Forte hausse des portefeuilles d'actions...**

Les portefeuilles d'actions ont enregistré en 2012 une hausse (+13,4%) supérieure à la moyenne, ce qui les place en tête des catégories de titres en termes de progression. Les actions constituent la position la plus importante dans les portefeuilles de titres, dont elles représentent 35,9% (CHF 1654 milliards). La hausse des portefeuilles d'actions a été plus forte dans les dépôts des clients étrangers (+15,9%) que dans ceux des clients suisses (+9,8%).

**... et des placements collectifs de capitaux**

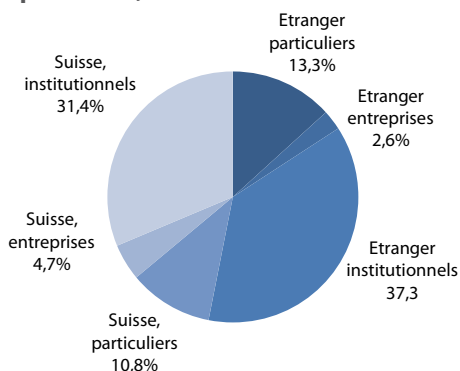
Après une baisse en 2011 (-4,4%), la catégorie «Parts de placements collectifs de capitaux» (p. ex. fonds de placement) a progressé de 12,2% en 2012 à CHF 1427 milliards. La part des placements collectifs de capitaux dans l'ensemble des portefeuilles de titres s'est inscrite en légère hausse par rapport à l'année précédente, à 30,9%. Les placements collectifs de capitaux dans les dépôts des clients suisses et étrangers ont progressé quasiment en parallèle en 2012 (respectivement +12,1% et +12,4%).

**Hausse des obligations**

Si les portefeuilles obligataires avaient baissé en 2010 (-6,1%) et 2011 (-1,7%), ils se sont inscrits en hausse de 4,7% en 2012, à CHF 1289 milliards. Les obligations représentent désormais 27,9% des dépôts des clients et restent ainsi la troisième catégorie de placement par ordre d'importance. L'essentiel de la hausse des portefeuilles obligataires est le fait des clients étrangers (+7,2%), et notamment des investisseurs institutionnels (+11%). Les clients suisses y ont contribué à hauteur de +2,6% et il s'agissait dans tous les cas d'investisseurs institutionnels. Leurs portefeuilles ont augmenté de 4,4% à CHF 545,3 milliards.

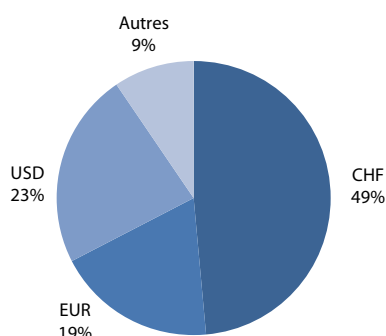
**53% de tous les portefeuilles en dépôt détenus par des clients étrangers**

**5-2 Structure des portefeuilles en dépôt par clients, fin 2012**



Source: BNS

**5-3 ... et par monnaies, fin 2012**



Source: BNS

En 2012 comme précédemment, les portefeuilles les plus importants par la taille étaient détenus par des investisseurs institutionnels, qu'ils soient suisses (environ un tiers des portefeuilles) ou étrangers (même proportion). Par ailleurs, les particuliers étrangers ont joué un rôle non négligeable avec au total 13,3% des portefeuilles. L'euro a encore perdu de son importance comme monnaie de placement en 2012, de sorte que la part des placements en euros n'était plus que de 19% (2010: 22%).

#### **Nouveau recul marqué des dépôts fiduciaires**

Les dépôts fiduciaires<sup>14</sup> gérés par des banques en Suisse ont diminué de 23,7% en 2012 pour s'établir à CHF 137,7 milliards. Cette réduction est due principalement à la faiblesse des taux d'intérêt. Les dépôts fiduciaires étant investis le plus souvent sur le marché monétaire, le contexte de taux extrêmement bas a encore fait perdre de leur attrait aux placements fiduciaires, comme cela avait déjà été le cas au cours des années précédentes.

Ce sont les dépôts fiduciaires en euros qui ont enregistré la plus forte baisse (-49,6%). La part du dollar américain dans l'ensemble des dépôts est passée en 2012 de 48,1% à 54,8%. Les clients étrangers sont restés les premiers demandeurs de prestations fiduciaires (82% des dépôts fiduciaires sous gestion). Néanmoins, les positions fiduciaires des clients étrangers ont enregistré une baisse légèrement plus marquée (-24,1%) que celles des clients suisses (-21,4%).

#### **Toujours des arbitrages motivés par les taux d'intérêt au niveau des positions du bilan**

Depuis 2008, on observe des arbitrages motivés par les taux d'intérêt au niveau des positions du bilan. Les engagements envers la clientèle sous forme d'épargne et de placements s'élevaient à fin 2012 à CHF 526,5 milliards, soit une augmentation de 7,8% par rapport à 2011. Ils comprennent en particulier les positions «Comptes de libre passage (2e pilier)» et «Avoirs de la prévoyance liée (3e pilier)». En raison notamment de la faiblesse persistante des taux d'intérêt, les engagements à terme envers la clientèle (dépôts à terme) se sont inscrits en baisse, passant de CHF 336,6 milliards à CHF 289,1 milliards. A nouveau, les dépôts à terme étaient détenus en majorité (79%) par des clients étrangers.

## 5.2

### Evolution des actifs sous gestion en 2013

#### **Nouvelle augmentation des dépôts de titres**

Selon les statistiques de la BNS, les dépôts de titres ont augmenté de 7,3% sur les cinq premiers mois de l'année 2013. Cette évolution a été alimentée au premier chef par la catégorie des actions (+12,5%) et celle des placements collectifs de capitaux (+8,6%). Les obligations ont légèrement reculé (-0,3%). L'évolution boursière a été particulièrement positive au premier semestre 2013 et les dépôts de titres en ont profité en termes d'évaluation. Le Swiss Performance Index, par exemple, a ainsi progressé de 12% et le Swiss Market Index (qui intègre un plus petit nombre de valeurs phares) de 12,6%. Le franc suisse s'est déprécié par rapport au dollar américain (-4,6%) et à l'euro (-3%) sur les cinq premiers mois de l'année 2013, mais il s'est apprécié par rapport à la livre britannique (+2,3%) et au yen japonais (+11,4%).

#### **Tendance négative maintenue pour les dépôts fiduciaires**

Les dépôts fiduciaires gérés par des banques sont restés sur la tendance négative des dernières années, mais plus dans les mêmes proportions. Ils ont perdu 1,6% entre le début de l'année et le mois de mai 2013 (même période en 2012 : -5,2%). Cette baisse est exclusivement le fait des clients suisses: les dépôts fiduciaires des clients étrangers se sont en effet réorientés légèrement à la hausse (+0,5%) depuis le début de l'année, même si leur niveau reste bas. Seule une hausse des taux d'intérêt permettra aux dépôts fiduciaires de redevenir une catégorie de placement attrayante.

Sur les cinq premiers mois de l'année 2013, les dépôts à terme ont enfin légèrement augmenté (+2,5%). Les engagements sur la clientèle sous forme d'épargne et de placements se sont inscrits en hausse de 3,2% et les dépôts à vue affichent même une progression de 6,4%.

<sup>14</sup> Les dépôts fiduciaires sont gérés par la banque en son propre nom, mais sur ordre et pour le compte du client et aux risques de ce dernier. Les opérations correspondantes englobent notamment le crédit, le placement ou la prise de participations.

# 6 Emploi dans les banques en Suisse

Les effectifs au niveau national ont baissé de 2,7% à 105 166 collaborateurs en 2012. Seules les banques Raiffeisen (+0,6%) ainsi que les banques régionales et les caisses d'épargne (+0,8%) ont augmenté leur personnel en Suisse. Tous les autres groupes de banques l'ont réduit avec en tête les banquiers privés (-13,3%), suivis des banques étrangères (-4,2%), des grandes banques (-1,1%) et des banques cantonales (-0,3%). La part des femmes dans les effectifs a légèrement diminué en 2012, passant de 37,3% à 36,9%. Les résultats de l'enquête de l'ASB indiquent pour le premier semestre 2013 un recul des effectifs des banques en Suisse, à hauteur de 654 personnes (-0,7%). Ce recul devrait se poursuivre au second semestre 2013.

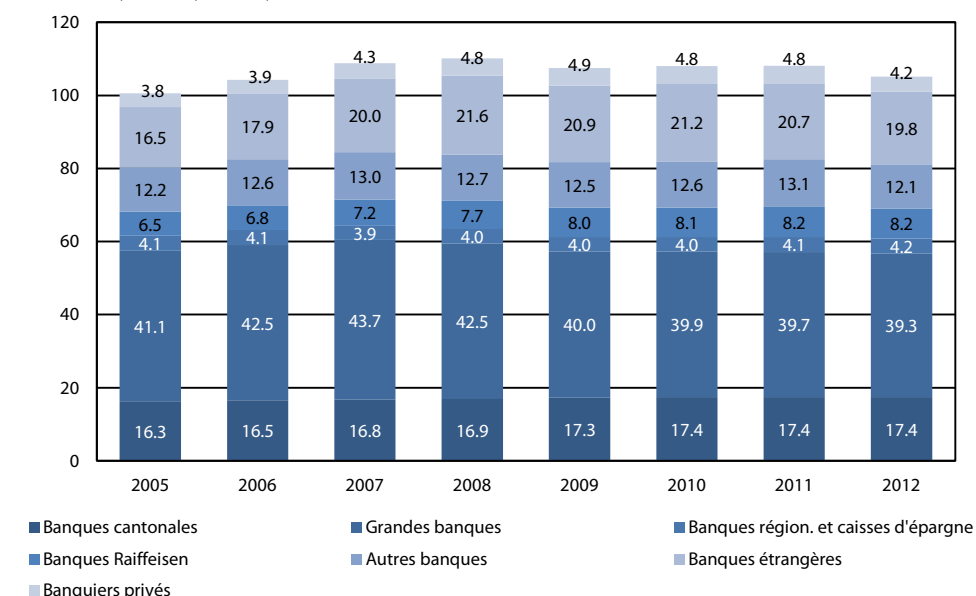
## 6.1 Evolution de l'emploi en 2012

### Baisse de l'emploi en 2012

A fin 2012, les banques employaient en Suisse 105 166 collaborateurs au total, soit environ 3% de la main d'œuvre nationale. Par rapport à 2011, le nombre de postes en équivalents plein temps a diminué de 2,7%, soit 2932 postes. Cela confirme les résultats de l'enquête du dernier baromètre bancaire, qui tablait sur une baisse de l'emploi.

### 6-1 Emploi dans les banques en Suisse

En milliers d'équivalents plein temps



Source: BNS

**Effectifs en hausse dans les groupes «Banques régionales et caisses d'épargne» ainsi que «Banques Raiffeisen»**

Outre le groupe «Banques régionales et caisses d'épargne», qui a enregistré la plus forte hausse des effectifs à 0,8% (32 postes), le groupe «Banques Raiffeisen» a lui aussi vu ses effectifs progresser de 0,6% (+49). La plus forte baisse des effectifs (-13,3%, soit 641 suppressions de postes) revient aux banquiers privés. Elle s'explique par des changements au niveau de la composition des groupes de banques<sup>15</sup>. Les grandes banques ont supprimé 423 postes (-1,1%) et les banques étrangères 880 postes (-4,2%).

**Léger recul de l'emploi féminin**

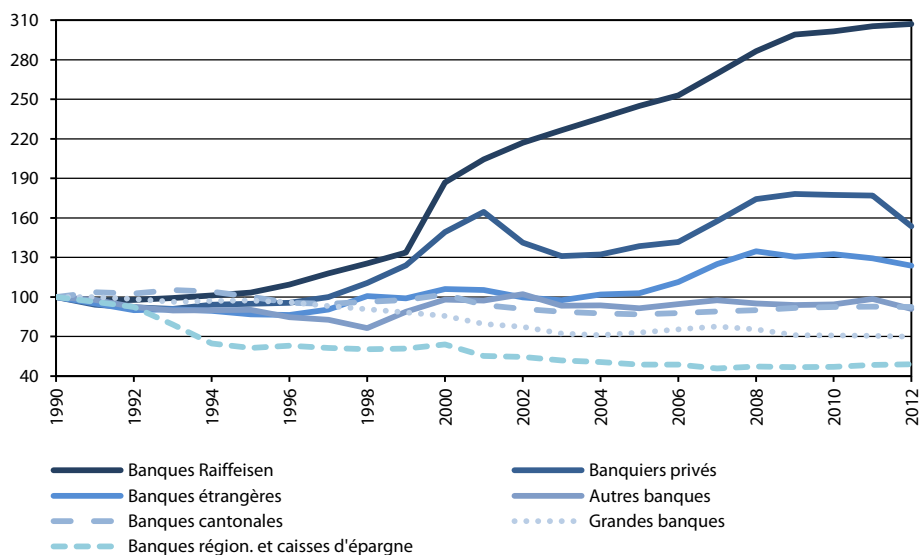
La part des femmes dans les effectifs des banques en Suisse a diminué, passant de 37,3% pour s'établir à 36,9%. Comme en 2011, les groupes «Banques Raiffeisen» et «Banques régionales et caisses d'épargne» se sont inscrits en tête des employeurs de main d'œuvre féminine, à respectivement 48% et 45,7%.

**Les grandes banques toujours premiers employeurs**

Si la part des banques étrangères dans l'emploi bancaire en Suisse s'est légèrement réduite, celle des grandes banques et des banques cantonales a progressé. En 2012, les grandes banques ont maintenu leur position de premiers employeurs parmi les banques en Suisse à 37,3% (2011: 36,7%), suivies des banques étrangères (18,9%) et des banques cantonales (16,5%).

## 6-2 Emploi dans les groupes de banques

Indexé, 1990 = 100



Source: BNS

## 6.2

## Enquête sur l'emploi dans les banques en Suisse en 2013

**Nouveau recul de l'emploi au premier semestre 2013**

L'enquête annuelle de l'ASB sur l'emploi dans les banques en Suisse indique un léger recul des effectifs au premier semestre 2013. Le nombre de postes (en équivalents plein temps) a diminué de 657 (-0,7%) entre le 31 décembre 2012 et le 30 juin 2013. Les banques en Suisse ont enregistré 4137 sorties et 3483 entrées.

<sup>15</sup> En 2012, le groupe Raiffeisen a repris les activités non américaines de Wegelin & Co Privatbankiers. Cette entité, y compris les collaborateurs, a été transférée dans la Notenstein Privatbank AG (anciennement nettobank AG). Cette reprise a surtout eu des répercussions sur le groupe «Banquiers privés» auquel la banque Wegelin & Co Privatbankiers appartenait. Une comparaison avec l'année précédente n'est donc possible que dans certaines conditions.

### 6-3 Effectifs en Suisse<sup>16</sup>

En équivalents plein temps	Etat au 31 déc. 2012	Etat au 30 juin 2013	Evolution au 1 <sup>er</sup> semestre 2013			
			Entrées	Sorties	Net	En %
Suisse	95 233	94 579	3 483	4 137	-654	-0.7%

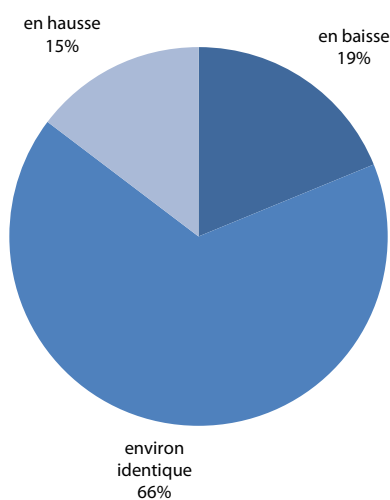
Remarque: Nombre de réponses: 218<sup>17</sup>

Source: Enquête ASB 2013

### Tendance négative inchangée pour le second semestre 2013

Selon l'enquête effectuée en juillet 2013, 18,8% des banques ayant répondu anticipent une baisse des effectifs pour le second semestre 2013, tandis que 14,7% prévoient d'augmenter leur personnel d'ici à la fin de l'année. Les banques s'attendent en majorité (66,5%) à des effectifs stables. Comme les banques qui anticipent une baisse des effectifs représentent une part plus importante de la main d'œuvre totale, il en résulte globalement une tendance négative en matière d'emploi au second semestre 2013.

### 6-4 Evolution de l'emploi attendue pour le second semestre 2013



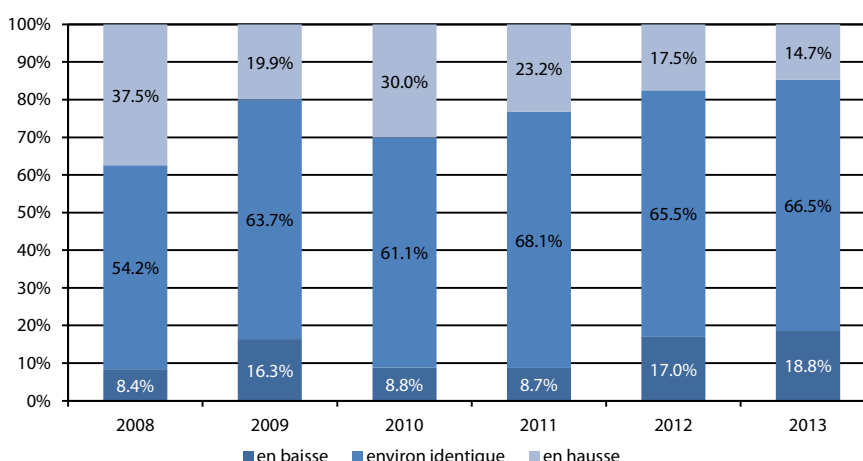
Remarque: Chiffres représentatifs des banques ayant répondu (218). 48 banques n'ont pas répondu.

Source: Enquête ASB 2013

<sup>16</sup> Les effectifs à fin 2012 résultant de l'enquête de l'ASB sont inférieurs à ceux résultant des statistiques de la BNS (cf. «Les banques suisses»). Cet écart s'explique par le fait que le taux de réponse à l'enquête de l'ASB est plus bas. La pertinence des données sur l'évolution de l'emploi au premier semestre 2013 n'en demeure pas moins intacte.

<sup>17</sup> L'enquête concernant les effectifs ainsi que les entrées et sorties a été effectuée en juillet 2013 auprès de 266 établissements bancaires en Suisse. Le taux de réponse a été de 82%, ce qui représente 90,6% des effectifs des banques en Suisse. S'agissant de l'enquête sur l'évolution de l'emploi au second semestre par domaines d'activité, le taux de réponse s'est établi entre 36% et 45%, soit une participation forte par rapport aux années précédentes.

### 6-5 Résultats des enquêtes pour les seconds semestres 2008 à 2013



Remarque: parts en % de toutes les réponses aux enquêtes sur l'évolution de l'emploi au second semestre

Source: Enquêtes ASB

### Prévisions négatives quant à l'évolution de l'emploi

Les prévisions quant à l'évolution de l'emploi sont négatives dans tous les domaines d'activité. Si les banques ayant répondu tablent sur une nette baisse des effectifs dans le Retail Banking, le Private Banking et la logistique, elles n'anticipent qu'une évolution légèrement négative de l'emploi dans les domaines Clientèle institutionnelle et Opérations de négoce. La baisse de l'emploi dans les banques en Suisse est donc appelée à perdurer au second semestre 2013.

### 6-6 Tendances de l'emploi au second semestre 2013, par domaines d'activité

Total	Retail Banking	Private Banking	Clientèle institutionnelle	Opération de négoce	Logistique et Operations
↘	↘	↘	→↘	→↘	↘

Remarques: nombre de réponses: entre 97 et 120 selon les domaines

Les tendances sont définies au regard des réponses pondérées du nombre de collaborateurs.

Source: Enquête ASB 2013



## Bibliographie

### **Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA)**

«Circulaire 2008/2 Comptabilité – banques», mars 2011

### **Commission européenne**

«Prévisions économiques européennes», juillet 2013

### **Fonds monétaire international (FMI)**

«Perspectives de l'économie mondiale – mise à jour», juillet 2013

### **Banque nationale suisse (BNS)**

«Les banques suisses 2012»

«Bulletin mensuel de statistiques économiques», juillet 2013

«Bulletin mensuel de statistiques bancaires», juillet 2013

«Bulletin trimestriel 2/2013 Juin»

### **Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO)**

«Prévisions conjoncturelles», 11 juin 2013

### **World Trade Organization (WTO)**

«World Trade Report 2013»

• Association suisse des banquiers  
Aeschenplatz 7  
Case postale 4182  
CH-4002 Bâle  
T +41 61 295 93 93  
F +41 61 272 53 82  
office@sba.ch  
www.swissbanking.org